



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE NEW DELHI

N° 31 – Du 20 au 26 août 2021

En bref

Afghanistan : La Banque mondiale suspend son soutien à l'Afghanistan. Les Etats-Unis et le FMI gèlent l'accès à une partie des réserves afghanes. Appel d'urgence du PAM à la communauté internationale pour la fourniture d'aide alimentaire.

Bangladesh : Le Bangladesh affiche de solides perspectives de croissance selon *Standard & Poor's*. La Banque asiatique de développement approuve une facilité de financement multi-tranches (CFP) de 1,8 Mds USD pour améliorer la mobilité, la sécurité routière et le commerce régional le long du corridor commercial Dhaka-Sylhet.

Bhoutan : Amélioration de la performance du secteur financier au terme du T3 2020/21. Ouverture de la plateforme de commerce en ligne *Made in Bhutan* à l'international.

Inde : Le Premier ministre fixe un objectif de 400 Mds USD d'exportations de marchandises pour l'exercice 2021/22. Lancement d'un programme gouvernemental de cession temporaire d'actifs et d'une base de données nationale pour les travailleurs du secteur informel. Le comité SCALE vise à doubler les exportations manufacturières en 5 ans et réduire les importations dans le même temps. L'Inde émerge comme le deuxième centre manufacturier le plus attrayant au monde selon le cabinet *Cushman & Wakefield*.

Maldives : Notation souveraine dégradée à Caa1, perspective stable selon *Moody's*.

Népal : Record des transferts des travailleurs migrants au terme de l'exercice 2020/21. Le programme d'emploi porté par le Premier ministre manque sa cible. Les exportations d'électricité dépassent les importations pour la première fois depuis 20 ans.

Pakistan : Remaniement majeur des équipes en charge de la politique économique du gouvernement fédéral. Réduction du déficit de la balance des transactions courantes au cours du mois de juillet. Le Pakistan espère bénéficier à hauteur de 2,7 Mds USD de l'émission exceptionnelle de Droits de Tirage Spéciaux (DTS). 36 M USD (6 Mds PKR) de remises de droits débloqués pour les secteurs exportateurs. La roupie pakistanaise poursuit sa dépréciation par rapport au dollar américain.

Sri Lanka : Creusement du déficit commercial au premier semestre 2021. Réception de l'allocation de DTS du FMI équivalente à 790 M USD. Taux d'intérêt sur les comptes en devises étrangères fixés à un plafond de 5 % annuel

Afghanistan

La Banque mondiale suspend son soutien à l'Afghanistan

La Banque mondiale a annoncé la suspension de son aide à l'Afghanistan, malgré ses inquiétudes sur l'évolution de la situation économique et sociale du pays. La Banque ne peut continuer à apporter son aide tant que les Etats membres n'ont pas déterminé si le gouvernement taliban était légitime. La Banque mondiale a investi, en Afghanistan, l'équivalent de 5,3 Mds USD dans des projets de développement (douze projets étaient actifs en avril 2021, pour 940 M USD d'engagements) et l'*Afghanistan Reconstruction Trust Fund*, géré par la Banque, a levé plus de 12,9 Mds USD (15 projets actifs et 1,2 Mds USD en avril). Au total, l'aide apportée à l'Afghanistan représentait 38,5 % de son PIB en 2020. La Banque mondiale observe la situation de près et échange avec la communauté internationale et ses partenaires au sujet de l'Afghanistan.

Les Etats-Unis et le FMI gèlent l'accès à une partie des réserves afghanes

Le FMI a suspendu l'accès des autorités afghanes aux réserves d'urgence hébergées, et en particulier aux 440 M USD de nouvelles réserves. Cette décision tient à l'incertitude qui entoure le nouveau gouvernement afghan après la prise de pouvoir des Talibans. Elle résulte en partie de pressions américaines, pour éviter que les Talibans ne mettent la main sur les droits de tirage spéciaux (DTS). Selon le *Washington Post*, l'administration Biden aurait en effet décidé le gel des réserves afghanes détenues auprès des banques américaines.

Pour rappel, les réserves afghanes étaient estimées à 9,4 Mds USD en avril selon le FMI, dont la majorité hébergée à l'étranger. En revanche, le montant exact détenu aux Etats-Unis n'a pas été rendu public.

Appel d'urgence du PAM à la communauté internationale pour la fourniture d'aide alimentaire

Le Programme alimentaire mondial a enjoint la communauté internationale à apporter une aide alimentaire à hauteur de 200 M USD aux Afghans confrontés à une insécurité alimentaire aggravée par les conflits et la prise du pouvoir par les Talibans. En outre, le pays fait encore face aux conséquences de la sécheresse qui s'est abattue cette année sur les cultures. Enfin, le Haut comité des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) demande aux Etats de maintenir leurs aides et estime qu'un soutien de 62,8 M USD est nécessaire de façon urgente, pour prendre en charge les personnes déplacées à l'intérieur du pays.

Bangladesh

Le Bangladesh affiche de solides perspectives de croissance selon l'agence Standard & Poor's

Celle-ci prévoit en effet une croissance du PIB de 7 % au cours de l'exercice 2022, aidée par un effet de base relativement faible et une normalisation continue des conditions de la demande extérieure et intérieure, en particulier pour le second semestre de l'exercice. S&P conserve la même notation sur son échelle pour la solvabilité du Bangladesh : « BB- » pour le long terme et « B » pour le court terme.

Malgré d'importants défis de court terme, S&P s'attend à ce que le Bangladesh continue d'enregistrer une croissance économique supérieure à la moyenne par rapport à ses pairs. L'agence anticipe la persistance de la dynamique de reprise économique du pays au cours des deux prochaines années, après une expansion réelle de 5,5 % au cours de l'exercice qui s'est achevé en juin 2021. Les flux commerciaux et les emplois associés dans les industries tournées vers l'extérieur, telles que la fabrication de

vêtements, se sont améliorés et ont facilité l'obtention de ce résultat.

S'agissant des impacts de la pandémie de Covid-19 sur l'économie et les progrès du Bangladesh à les surmonter, S&P affirme que les restrictions nationales et des conditions extérieures extrêmement volatiles expliquent la faible expansion du secteur manufacturier, élément critique pour la croissance du pays. Mais, selon l'agence, la normalisation progressive des conditions de la demande extérieure a contribué à stabiliser la production et l'emploi dans ce secteur.

L'agence de notation souligne par ailleurs que le revenu modeste par habitant, qu'elle estime à environ 2 363 USD pour l'exercice 2022, reste l'une des principales contraintes de notation du Bangladesh et limite la flexibilité budgétaire et monétaire nécessaire pour répondre aux chocs exogènes.

La Banque asiatique de développement approuve une facilité de financement multi-tranches (CFP) de 1,8 Mds USD pour améliorer la mobilité, la sécurité routière et le commerce régional le long du corridor commercial Dhaka-Sylhet

Le corridor Dhaka-Sylhet, une fois achevé, viendra en soutien d'une nouvelle route commerciale qui reliera le port de Chattogram aux États du nord-est de l'Inde, via les trois ports terrestres d'Akhaura, Sheola et Tamabil, et, de là, au Bhoutan et à la Birmanie.

Ce passage constitue aussi la pièce maîtresse du corridor économique du nord-est du Bangladesh prévu par le gouvernement de cet Etat, et qui vise à promouvoir les industries clés de la région (production d'énergie et de matériaux de construction notamment), et à mieux les intégrer au reste de l'économie du pays.

La route du projet est la partie principale du corridor routier n° 5 dans le cadre du programme de coopération économique sous régionale de l'Asie du Sud (SASEC). Son amélioration vise à réduire les coûts logistiques, augmenter la compétitivité et contribuer au développement

du commerce régional avec les pays voisins d'Asie du Sud.

Le projet d'investissement routier du corridor SASEC Dhaka-Sylhet sera exécuté en quatre tranches. La première tranche de 400 M USD permettra de financer les travaux initiaux des grands contrats d'élargissement d'environ 210 kilomètres de la route nationale n°2 le long du corridor Dhaka-Sylhet de deux à quatre voies. Le gouvernement du pays financera 911 M USD. Outre le CFP, la BAD fournira également une subvention d'assistance technique de 1 M USD de son Fonds spécial d'assistance technique.

Bhoutan

Amélioration de la performance du secteur financier au terme du T3 2020/21

Les cinq banques et les institutions financières non bancaires ont enregistré un profit net de 1,6 Mds BTN (19 M USD) à la fin du troisième trimestre 2020/21 (l'exercice court de juillet à juin), selon les chiffres de la Banque centrale. Les performances bancaires sont ainsi en progression puisque, au T3 2019/20, le profit enregistré était seulement de 4,7 M BTN. Une des raisons de cette performance réside dans la hausse des prêts accordés par les institutions bancaires pour stimuler l'économie frappée par la pandémie. Ainsi, le total des prêts est passé de 158,9 à 169,8 Mds BTN (2,3 Mds USD). Le secteur du tourisme représente 28 % des prêts, l'immobilier 26 %, la production manufacturière 13 %, les activités commerciales 12 % et enfin les prêts personnels 7 %.

En outre, les prêts non performants (PNP) ont diminué au cours de la période, ramenés de 28,2 Mds BTN à 24,8 Mds BTN (-12,1 % en g.a.) et le ratio des PNP sur le total des prêts est passé de 17,7 % fin mars 2020 à 14,6 % fin mars 2021. La diminution des PNP a été particulièrement forte au sein des instituts de microfinance (-87,9 % en g.a.), le ratio de PNP a chuté de 15,6 points de pourcentage.

Ouverture de la plateforme de commerce en ligne *Made in Bhutan* à l'international

Les produits bhoutanais peuvent désormais être vendus à l'international plus facilement grâce à la plateforme nationale de e-commerce *Made in Bhutan*. C'est une opportunité pour l'artisanat national de s'exporter plus facilement grâce à une plateforme accessible et opérationnelle ([ici](#)). Celle-ci a été conceptualisée lors du *Bhutan Economic Forum for Innovative Transformation* en 2019, dont l'objectif premier était la promotion des produits bhoutanais. La Banque centrale, ainsi que le ministère de l'Économie, sont parties prenantes du projet, de même que la Poste bhoutanaise chargée des expéditions et le *Bhutan Standards Bureau* pour la certification des produits.

Inde

Le Premier ministre fixe un objectif de 400 Mds USD d'exportations de marchandises pour l'exercice 2021/22

Le Premier ministre Narendra Modi a fixé un objectif ambitieux de 400 Mds USD pour l'exportation de marchandises au terme de l'exercice 2021/22 et a demandé au ministère du Commerce de travailler sur une feuille de route détaillée qui comprend la recherche de produits dotés d'un potentiel d'exportation. Par ailleurs, le Premier ministre a demandé au ministère du Commerce de viser 1000 Mds USD d'ici 2027/28. Pour ce faire, la coopération entre les différents acteurs (chambres de commerces, industriels, services économiques à l'étranger) devra être renforcée.

Pour rappel, selon les chiffres du ministère du Commerce et de l'Industrie, les exportations indiennes de biens se sont élevées à 291,8 Mds USD au terme de l'exercice 2020/21, soit une contraction de 6,9 % en glissement annuel par rapport à l'exercice précédent.

Lancement d'un programme gouvernemental de cession temporaire d'actifs

Le gouvernement a annoncé la création d'un « *National Monetisation Pipeline* » (NMP), qui permettra la mise en concession d'actifs publics évalués à près de 6 Mds INR (environ 2,6 % du PIB) à partir de l'exercice budgétaire en cours (débuté le 1er avril 2021) jusqu'au terme de l'exercice 2024/25 (qui s'achèvera le 31 mars 2025). Il s'agit principalement d'actifs actuellement peu ou pas utilisés dont l'usufruit bénéficiera au secteur privé. La plupart de ces projets seront concentrés dans les secteurs routier, ferroviaire (qui représentent à eux deux près de 50 % des actifs) et électrique (environ 15 % des actifs). L'idée centrale derrière le NMP est de générer plus de revenus via la monétisation des actifs d'infrastructures existantes et de canaliser ces revenus supplémentaires dans la construction d'infrastructures entièrement nouvelles en stimulant à la fois la demande (via des effets multiplicateurs) et l'offre (via la croissance potentielle).

Par ailleurs, cette potentielle source de revenus additionnels permettrait au gouvernement de poursuivre sa trajectoire d'assainissement budgétaire. Pour rappel, le gouvernement souhaite ramener le déficit budgétaire estimé à 6,8 % du PIB pour l'exercice 2021/22 à moins de 4,5 % au terme de l'exercice 2025/26. L'appétit du secteur privé devrait dépendre de plusieurs facteurs tels que la durée des concessions, le mécanisme institutionnel de règlement des différends, les questions réglementaires et fiscales.

Lancement d'une base de données nationale pour les travailleurs du secteur informel

Le ministre du Travail et de l'Emploi, Bhupender Yadav, a annoncé le lancement de cette plateforme intitulée *E-Shram* dont l'objectif est d'enregistrer environ 380 millions de travailleurs informels (ouvriers du bâtiment, main-d'œuvre migrante, vendeurs de rue et travailleurs domestiques). Dans le cadre de l'initiative, les travailleurs recevront une carte *E-Shram* contenant un numéro unique à 12 chiffres qui permettra à terme d'être intégrés aux régimes de sécurité sociale du gouvernement.

Le comité SCALE vise à doubler les exportations manufacturières en 5 ans et réduire les importations dans le même temps

Le Comité directeur pour la promotion de la valeur ajoutée locale et des exportations (SCALE), un panel conjoint du gouvernement et du secteur industriel, a établi une feuille de route pour générer 350 à 380 Mds USD de valeur ajoutée au cours des cinq prochaines années. Cela comprend le doublement des exportations manufacturières au cours de la période, la réduction des importations de deux tiers dans certains secteurs et une augmentation de la croissance annuelle de la consommation intérieure de l'ordre de 9 % (contre environ 7 % en période hors Covid) dans le cadre de l'initiative *Atmanirbhar Bharat*. Pour rappel, le comité SCALE a été créé sous l'égide du ministère du Commerce et de l'Industrie.

L'Inde émerge comme le deuxième centre manufacturier le plus attractif au monde selon le cabinet Cushman & Wakefield

L'indice *Cushman & Wakefield's 2021 Global Manufacturing Risk* a placé l'Inde en deuxième position du classement des centres manufacturiers les plus attractifs, après la Chine qui conserve sa première place. Selon le rapport, ce succès peut être attribué aux conditions d'exploitation et à la compétitivité des coûts de l'Inde. En outre, le succès avéré du pays à répondre aux exigences d'externalisation a conduit à son amélioration au classement année après année.

Maldives

Notation souveraine dégradée à Caa1, perspective stable selon Moody's

L'agence de notation Moody's a abaissé la note souveraine des Maldives de « B3 » à « Caa1 ». La perspective est, pour ce qui la concerne, passée de « négative » à « stable ». Cette décision fait suite à la crise engendrée par l'épidémie de COVID-19 qui frappe durement l'économie maldivienne, fortement dépendante du

tourisme. Le PIB a ainsi chuté de -32 % en 2020 ; avant un rebond prévisionnel de +19 % pour 2021. Bien que les recettes publiques aient été résilientes selon l'agence de notation, représentant 27 % du PIB en 2020, les dépenses ont atteint 50 % du PIB l'an dernier, contre 33 % en 2019. Quant à la dette du pays, elle est passée de 63 % à 121 % du PIB en 2020. Moody's estime que cette dette devrait revenir à 117 % en 2021. La reprise du tourisme au niveau pré-COVID est espérée, quant à elle, pour 2023.

Népal

Record des transferts des travailleurs migrants au terme de l'exercice 2020/21

Au cours de l'exercice précédent (mi-juil. à mi-juin), les travailleurs migrants ont envoyé au Népal 961 Mds NPR (8,1 Mds USD), un record depuis plus de vingt ans et une augmentation de 10 % en glissement annuel, malgré une immigration des travailleurs au plus bas depuis 16 ans, en raison de la crise sanitaire. Ces transferts représentent 22,5 % du PIB courant népalais. Déjà après le séisme de 2015, le nombre de travailleurs migrants et le montant des transferts avaient été inversement proportionnels. Plusieurs facteurs peuvent expliquer ce phénomène, notamment le tarissement des canaux informels de transferts de fonds en raison des restrictions liées à la pandémie, la crise qui a poussé à des envois plus importants afin de soutenir financièrement les familles et, enfin, l'appréciation du dollar.

Grandes lignes de la politique monétaire accommodante pour l'exercice 2021/22

La Banque centrale népalaise a dévoilé sa politique monétaire pour 2021/22 (mi-juil. à mi-août). Elle vise en priorité à maintenir l'inflation à 6,5 % et atteindre une croissance du crédit au secteur privé de 19 %. Elle conserve le même objectif que la politique précédente, à savoir accompagner la reprise de l'économie affectée par la pandémie de Covid-19.

Parmi les mesures phares annoncées : (i) réduction du taux de prise de pension de 3,5 % à

3 %, (ii) l'extension à mi-janvier 2023 de l'échéance du remboursement des prêts et intérêts pour les secteurs les plus touchés par la pandémie (tourisme), (iii) l'obligation pour les banques et institutions financières de maintenir un ratio crédit/dépôt inférieur à 90 % (auparavant était utilisé le *credit-to-core-capital plus deposit* ratio de 85 %), (iv) les prêts supérieurs à 2 Mds NPR (16,8 M USD) doivent s'inscrire dans un accord de co-financement (1 Md NPR précédemment), (v) les institutions qui enregistrent des pertes trois années consécutives seront placées sous surveillance (deux ans auparavant).

En outre, la Banque centrale a déclaré l'exercice 2021/22 comme « Année de la Promotion des Transactions Electroniques » et se concentre sur le développement des infrastructures nécessaires aux développements de la finance digitale. Enfin, la Banque a introduit des incitations pour faciliter et encourager les fusions et acquisitions dans le secteur bancaire et financier.

Le programme d'emplois porté par le Premier ministre manque sa cible

Le *Prime Minister Employment Program* avait pour but d'accorder un emploi à 200 000 personnes dans tout le pays pour 100 jours mais seules 171 000 personnes en ont bénéficié et ce programme n'a finalement duré que 71 jours. Selon les autorités, cet échec est à mettre sur le compte de la pandémie, des risques sanitaires et du manque de coordinateurs dans les gouvernements locaux. En effet, sur les 753 gouvernements locaux ciblés par le programme, seuls 707 l'ont mis en place. On soulignera par ailleurs que les gouvernements locaux avaient été accusés de distribuer les fonds du programme à leur cadres au lieu d'employer des personnes au chômage. Cette initiative, lancée il y a trois exercices, a d'abord bénéficié d'un budget de 30 M NPR pour la première année, puis de 50 M NPR pour la deuxième et enfin de 120 M NPR pour 2020/21. En outre, lors de ce dernier exercice, 752 957 personnes se sont enregistrées au chômage, dont 42 % de femmes.

Les exportations d'électricité dépassent les importations pour la première fois depuis 20 ans

Selon la *Nepal Electricity Authority* (NEA), les exportations népalaises d'électricité ont atteint 56 MW contre 23 MW pour les importations lundi dernier et 50 MW et 33 MW respectivement mardi. C'est la première fois depuis une vingtaine d'année que le Népal enregistre un excédent, grâce à la mise en activité de la centrale de 456 MW *Upper Tamakoshi Hydroelectric Project*. En effet, malgré un potentiel important de 42 GW (selon un rapport de la Banque asiatique de développement de 2020), le Népal compte encore beaucoup sur les importations d'électricité indiennes pour satisfaire la demande domestique (1 438 MW). La capacité installée du Népal est de 1,4 GW pour l'instant et le 28 avril, en plein confinement, le pays avait importé 18,3 M d'unités, un record. Les centrales dirigées par la NEA ont une capacité de production de 440 MW, ses filiales de 457 MW et les entreprises privées 508 MW (total de 1 405 MW).

Pakistan

Remaniement majeur des équipes en charge de la politique économique du gouvernement fédéral

Le gouvernement fédéral a révoqué mardi le président du *Federal Board of Revenue* (FBR). 6e président du FBR en presque 3 années de mandat du Mouvement du Pakistan pour la justice (PTI), Asim Ahmad aurait été démis de ses fonctions à la suite d'une cyberattaque majeure, ayant visé des données sensibles du FBR. Son remplaçant sera le Dr Muhammad Ashfaq Ahmed, jusqu'ici Directeur général du Département des Taxes au sein du FBR. De son côté, le Conseiller Spécial du Premier ministre (SAPM) aux Finances, le Dr Waqar Masood Khan, aurait été prié de démissionner par le ministre des Finances en raison de leurs divergences sur la nature des politiques économiques à mener. Il devrait être remplacé dans les plus brefs délais.

Réduction du déficit de la balance des transactions courantes au cours du mois de juillet

Après un mois de juin 2021 au cours duquel le déficit de la balance des transactions courantes a atteint 1,6 Md USD, le déficit a chuté de 52 % durant le mois de juillet pour atteindre 773 M USD, soit 2,8 % du PIB. Cet infléchissement s'explique par la baisse du volume des importations, passées de 6,3 Mds USD en juin, à 5,4 Mds USD en juillet, soit une baisse de 14,3 %. À hauteur de 2,3 Mds USD, les exportations demeurent relativement stables, au même titre que les transferts de travailleurs expatriés, dont le volume se maintient à 2,7 Mds USD.

Le Pakistan espère bénéficier à hauteur de 2,7 Mds USD de l'émission exceptionnelle de Droits de Tirage Spéciaux (DTS)

Dans le cadre de l'émission de 650 Mds USD de DTS, dont la mise en vigueur date du 23 août 2021 par le Fonds Monétaire International, le Pakistan espère bénéficier des 275 Mds USD destinés aux pays émergents et aux pays en développement. Selon certaines sources, la répartition de cette somme en fonction de sa quote-part devrait permettre au Pakistan de bénéficier de DTS pour une valeur d'approximativement 2,7 Mds USD.

Pour rappel, le Pakistan est engagé auprès du FMI dans le cadre d'une Facilité élargie de crédit mise en place le 3 juillet 2019 pour une durée de 39 mois et un montant d'environ 6 Mds USD, dont 2 Mds USD ont été versés à ce stade. Repris le 24 mars 2021 avec l'approbation des 2e, 3e, 4e et 5e revues du programme et le décaissement d'une tranche de 500 M USD, ce dernier avait été suspendu en février 2020 en raison du haut niveau d'incertitude lié à la crise sanitaire. À la faveur d'un règlement des différends concernant la hausse des tarifs de l'énergie entre les autorités pakistanaises et les services du FMI, certaines sources affirment qu'il est probable que la 6ème revue soit examinée dans les semaines à venir.

36 M USD (6 Mds PKR) de remises de droits débloqués pour les secteurs exportateurs

Dans le cadre du programme *duty drawback on local taxes and levies* (DLTL), le ministère du Commerce a annoncé avoir débloqué un total de

36 M USD à destination des secteurs exportateurs. Ce montant sera réparti comme suit : 34 M USD (5,6 Mds PKR) seront destinés au secteur textile, tandis que 2 M USD (400 M PKR) le seront pour les secteurs non textiles. Le Conseiller du Premier ministre au Commerce et aux Investissements a rappelé l'objectif fixé par le gouvernement fédéral d'atteindre 50 Mds USD d'exportations sur l'exercice budgétaire 2022/23 (juil.-juin). Pour rappel, selon le *Pakistan Bureau of Statistics* (PBS), l'exercice budgétaire 2020/21 (juil.-juin) a vu les exportations croître de 18,3 % pour atteindre 25,3 Mds USD.

La roupie pakistanaise poursuit sa dépréciation par rapport au dollar américain

Après une nouvelle baisse de 0,65 % le 25 août, la roupie pakistanaise est tombée à son plus bas niveau depuis octobre 2020. Elle s'échange désormais à 166,28 PKR contre USD. En raison de la hausse des importations et d'une balance des transactions courantes déficitaire, la roupie pakistanaise s'est dépréciée de 3,9 % au cours de l'exercice budgétaire 2020/21 (juil.-juin), et de nouveau, de 5,3 %, sur les deux premiers mois de l'exercice budgétaire en cours.

Sri Lanka

Creusement du déficit commercial au premier semestre 2021

Le déficit de la balance commerciale sri lankaise a atteint 4,3 Mds USD sur les six premiers mois de l'année, contre 3,2 Mds USD lors de la période correspondante en 2020. Les exportations ont augmenté de 29,1 % (à 5,7 Mds USD) par rapport au S1 2020. Toutefois, elles restent en deçà du niveau pré-Covid (6 Mds USD au S1 2019). Les recettes provenant du premier poste à l'exportation – les vêtements et textiles – ont cru de 28 % en g.a, à 2,5 Mds USD (soit 43,6 % du total des exports). Le pays a enregistré une forte croissance de ses ventes à l'étranger de thé et de produits en caoutchouc, à respectivement 650,5 M USD (+13,8 %) et 500 M USD (+48,8 % en g.a). Bien que les mesures qui visent à limiter les importations soient toujours en place, celles-ci

ont aussi enregistré une hausse sensible (+30,5 % comparé au S1 2020, soit 10 Mds USD). Les achats à l'étranger de combustibles, premier poste d'importation du pays (17,8 % du total), ont augmenté de 43,7 % en g.a à 1,8 Mds USD. Les importations de produits textiles ont connu une hausse de +36,2 % au S1 2021 à 1,5 Mds USD. Quant à l'achat de machines et équipements, ils ont cru de 38 % (1,4 Mds USD). Les achats de véhicules individuels poursuivent leur chute du fait des très fortes restrictions d'importation appliquées sur ceux-ci (-98,4 % en g.a, à 4,4 M USD). A l'inverse, l'importation de produits médicaux et pharmaceutiques a augmenté de 19,5 % en g.a, pour atteindre ainsi 328,2 M USD.

Réception de l'allocation de DTS du FMI équivalente à 790 M USD

Sri Lanka a reçu le 23 août une allocation de 554,8 M de droits de tirage spéciaux (DTS) du FMI, équivalente à environ 790 M USD. Celle-ci entre dans le cadre du déboursement par l'institution financière d'un soutien financier mondial de 650 Mds USD. Ce soutien du FMI permet à Sri Lanka d'accroître ses réserves de change. Ces dernières atteignaient à la fin juillet 2,8 Mds USD.

Taux d'intérêt sur les comptes en devises étrangères fixés à un plafond de 5 % annuel

Dans une instruction datée du 24 août et entrée en vigueur le même jour, la Banque centrale de

Sri Lanka (CBSL) a instauré un plafond sur les taux d'intérêt de l'ensemble des dépôts en devises détenus au sein des banques. Le taux d'intérêt annuel effectif maximal sur ces dépôts est fixé à 5 %. [Lien vers l'instruction.](#)

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Négative	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	Caa1	Stable	CCC+	Stable	CCC	-	C	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	CCC	-	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international